

QUESTIONS

1-Que représente pour vous la journée de la femme ?

Le 8 mars vient rappeler la discrimination à l'égard des femmes, la féminisation de la pauvreté, l'analphabétisme des petites filles, le travail non rémunéré des femmes au foyer, l'inégalité devant l'emploi et le salaire, l'exclusion des femmes des hauts postes de responsabilité...

Sans nier les quelques acquis, le chemin à parcourir est encore long.

Le 8 mars ne devrait plus exister, il devrait être un jour comme les autres, la femme serait alors UNE être humaine ! Toute la société y gagnerait.

Plus que d'égalité, c'est de respect, de solidarité et de partenariat entre les sexes qu'il s'agit pour gagner la bataille de la lutte contre la pauvreté, et le chômage, la bataille de l'alphabétisation et de l'amélioration du niveau de l'enseignement, la bataille de l'intelligence etc, bref, la bataille du développement économique et social.

Comment gagner cette bataille, aller vers l'accomplissement de la démocratie, lutter contre les défaillances du fonctionnement du système mondial qui exclut la majorité des pays si le potentiel de créativité et les ressources des femmes ne sont pas libérées ?

L'inégalité est le terreau de l'aliénation, de la frustration et donc de l'adversité et du conflit qui freinent la mobilisation des énergies pour relever ensemble le défi du développement ; l'atténuation de cette inégalité passe par l'élévation du niveau culturel des femmes et la généralisation de la scolarisation des petites filles qui doivent être au cœur des stratégies d'avenir en matière de promotion des femmes.

2-Quelles sont les perspectives pour la femme marocaine ?

Pour répondre, il faut fixer l'horizon temporel : à court terme, l'optimisme mesuré s'impose vue les forces de blocage à l'œuvre actuellement ; à moyen terme, les perspectives s'annoncent meilleures à partir du moment où il y a une volonté politique d'améliorer l'égalité des chances entre les hommes et les femmes en matière d'éducation, de santé et de participation à la vie économique ; les avancées sur le plan politique sont plus lentes ; ces perspectives iront en s'améliorant au fur et à mesure

de la prise de conscience du combat commun, celui du développement économique et social qui permettra d'émanciper non seulement les femmes mais également les hommes et de garantir leur liberté et leur dignité. Il ne peut pas y avoir deux rythmes, un pour les transformations économiques et politiques et l'autre pour le progrès culturel et social, autrement dit, il y a des conditions objectives, dans le cadre d'une évolution inexorable, qui donneront à la femme la place qui lui revient dans la société du 21ème siècle. On le voit bien avec la révision de la Moudouana : pour que celle-ci ait pu être envisagée et ne soit plus un sujet tabou, il a fallu attendre la réunion de conditions objectives : niveau d'instruction, urbanisation, industrialisation, développement des activités de services, etc...

Le problème est de savoir si l'opposition des forces de progrès aux forces d'inertie va produire une résistance au changement. Le défi est donc de se situer dans un élan d'évolution et non dans un processus de régression ; c'est ce défi que doit relever la commission de réforme de la Moudouana qui constitue déjà un acquis du fait du débat dans un cadre formel. Ses arbitrages sont déterminants pour le choix de société que nous appelons de nos vœux, celui d'une modernité assumée qui concilie universalisme et spécificités ; l'étape de la maturation des idées ayant été franchi, il faut sauter le pas de leur introduction dans le corpus juridique.

3-Qu'attendez-vous de la réforme de la Moudouana ?

L'attente se situe du côté de la suppression de toutes les dispositions discriminatoires qui mettent la femme dans une situation d'infériorité ; le statut juridique actuel, œuvre humaine attachée au patriarcat qui évoque le pouvoir de l'homme non seulement sur la femme mais sur l'enfant, n'est conforme ni aux finalités de l'islam, ni à la constitution, ni aux conventions internationales dont le Maroc est signataire, ni à la tradition qui donne le pouvoir aux mères, ni à la réalité, connue et reconnue, qui confère à la mère la charge de l'éducation des enfants. Il n'est pas conforme non plus à la réalité : la femme est active et productive, elle est présente dans de nombreux secteurs et occupe des espaces autres que l'espace familial ; la discrimination devient alors un anachronisme, la révision de la distribution hiérarchique des rôles une nécessité.

Ce qu'il faut souligner c'est que la Moudouana recourt à la Charia comme source d'inspiration qui, de part son caractère généraliste, se prête à des lectures différentes ; l'Ijtihad doit accompagner l'évolution réelle de la société et les changements que connaissent les relations au sein de la famille. D'ailleurs, de nombreux penseurs novateurs de la pensée islamique ont démontré que le Coran, seule source véritablement

sacrée de l'islam, peut être interprété dans le sens de l'égalité des hommes et des femmes.